

APUAF – Réunion exceptionnelle du 19 novembre – compte rendu

ACCENT Paris Center : 89 Rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris
30 à 40 personnes présentes – 4 Skypes depuis la Province – 28 programmes représentés
La réunion dure deux heures, entre 18h et 20h

Le but de la réunion est de rassembler les collègues des différents programmes et partager les expériences vécues, les pratiques, écueils, anecdotes. Sur les moyens et longs termes, l'objectif est aussi la création d'outils de travail utilisables par tous en situation de crises telles que celle du 13 novembre.

GESTION DE CRISE :

A travers les témoignages, il semble que l'outil le plus efficace demeure le **contact individuel via téléphone et/ou texto/SMS, et des numéros de portables français**. Ce qui pose la question de l'obligation pour les étudiants d'obtenir un numéro de téléphone mobile français. Il semble y avoir consensus sur cette obligation et les moyens de s'assurer, en début de semestre, qu'elle soit respectée. Cela ne peut pas être remplacé ou compensé par un smartphone américain et le recours à des moyens de communication nécessitant un accès à internet (Facebook, Whatsapp, Twitter, Google, etc.).

Un représentant de programme informe qu'ils ont recours à des **exercices de simulations (drill)** en début de semestre pour s'assurer que le système d'appel/texto fonctionne.

La méthode de la pyramide de téléphone semble avoir été abandonnée d'emblée par la plupart des responsables de programmes, étant donnée l'urgence à s'assurer de la sécurité de chaque étudiant.

Parallèlement aux téléphones portables, ont été utilisés :

- les mailings (aux étudiants et aux universités américaines)
- les groupes Facebooks (créé par le programme ou bien un groupe étudiant auquel le staff a pu avoir accès dans l'urgence)
- l'appel des résidences et familles d'accueil

Souvent, plusieurs étudiants étaient identifiés grâce à l'appel à un seul d'entre eux.

Plusieurs étudiants étaient en week-end en dehors de Paris : est posée la question de l'enregistrement des départs en week-end des étudiants. Certains programmes, malgré l'obligation faite aux étudiants d'indiquer leurs déplacements, ont constaté que l'information n'était pas donnée par tous.

Une remarque est faite sur la coordination au sein de l'équipe administrative d'un programme. Il y a eu le cas d'un professeur ayant contacté directement les étudiants, sans que le directeur du programme ne soit au courant. Un directeur de programme précise qu'il a tout de suite contacté l'ensemble de l'équipe de professeurs afin de coordonner l'effort.

Est également évoqué le STEP (Smart Traveler Enrollment Program) de l'ambassade américaine : <https://step.state.gov/step/>

Consensus large sur l'utilisation de la **listserve** le samedi 14 novembre : excellent moyen de se rassurer les uns les autres sur le bon état de nos programmes et de nos élèves et se motiver en prenant conscience que nous n'étions pas seuls dans la situation.

Appel des Parents : il semble y avoir un relatif consensus sur le fait de ne pas contacter directement les parents mais utiliser plutôt les étudiants comme vecteurs de l'information. Les étudiants sont adultes, les programmes traitent directement avec eux. La question légale du respect des informations privées est soulignée. Les responsables locaux peuvent être disponibles au cas par cas et sur demande pour parler directement aux parents.

Certains programmes ont fait la démarche d'appeler chaque parent pour les rassurer sur la situation et rapportent avoir reçu d'excellents retours à ce sujet.

La plupart des personnes présentes soulignent que les bureaux des campus américains ont eu beaucoup plus à gérer les parents que les responsables locaux.

Conseil, recours à des psychologues : plusieurs programmes ont mis en place des sessions de rencontre avec des psychologues dans la foulée de l'événement, rarement obligatoires et en général peu fréquentées (cas d'un programme rapportant que les étudiants se sont sentis insultés par la procédure). La question est posée d'obliger les étudiants à y participer (ce qui serait complexe dans le cas d'un risque d'attaque et de recommandations à rester chez soi).

Le recours à une aide psychologique semble néanmoins nécessaire et utile

Plusieurs programmes ont annulé leurs activités du week-end des 14 et 15 novembre. D'autres pas. L'interdiction préfectorale des voyages scolaires ne concernait que les établissements primaires et secondaires. Plusieurs programmes ont ouvert leur centre pour permettre aux étudiants le désirant de passer et discuter.

LENDEMAINS DE CRISE :

Informer :

Importance d'une information claire aux étudiants, les campus américains et les familles. Plusieurs programmes ont passé beaucoup de temps durant la semaine du 16 novembre à rassembler, synthétiser et traduire l'information, recourir à des experts (OSAC, autorités publiques, security experts sur les campus) pour une utilisation interne (communication avec les étudiants et les partenaires) ou externe (site internet, page Facebook, etc.).

Est soulignée l'importance de la communication directe entre étudiants (via Facebook notamment). Un programme a demandé à deux de ses étudiantes, présentes au Stade de France le 13 novembre, si elles voulaient bien rendre compte de leur expérience en vidéo, ce qu'elles ont accepté. Vidéo publiée sur Facebook et le site du programme.

Nécessité d'informer sur les mesures de sécurité en cours : qu'est-ce qu'un état d'urgence ? Comment être prudent sans se cloîtrer chez soi (peu de cas d'étudiants paniqués sont cependant relevés) : éviter les rassemblements, les lieux d'affluences (grands magasins), repérer les sorties de secours dans les lieux où l'on entre, etc.

Pour les étudiants du printemps 2016, il est important d'informer tout de suite sur la situation, sa maîtrise, les mesures de sécurité.

Fermeture des programmes : consensus et constat qu'aucun programme ne ferme compte tenu des communiqués des autorités.

On s'accorde également sur le fait que, dans le cas d'une nouvelle attaque à Paris, proche de l'attaque récente, les autorités fourniraient des informations suffisantes pour décider de fermer les programmes et renvoyer les étudiants chez eux (couvre-feu, état de siège, fermeture des établissements scolaires et universitaires, « Travel Ban » par le département d'Etat américain).

Départs d'étudiants : une fiche est transmise au sein de l'assemblée afin que soient indiqués les effectifs du semestre et le nombre d'étudiants partis ou ayant indiqué l'intention de partir.

Résultats : 24 programmes répondent – 1090 étudiants pour l'automne 2015
50 départs d'étudiants constatés + 15 départs éventuels

Il semble que chaque départ envisagé soit accompagné de la question des crédits, voire d'un remboursement des frais de scolarité. Consensus sur le nom remboursement des frais de scolarité (le semestre arrive à son terme et le programme n'a pas annoncé sa fermeture ni demandé le départ des étudiants).

Longue discussion sur les mesures académiques mises en place en cas de départs. La situation n'exigeant pas de fermeture ni d'incitation au départ, certains soutiennent que l'obtention des crédits aux étudiants repartis ne devrait pas être facilitée alors que d'autres mettent en place des mesures en ce sens.

Question aussi de justice par rapport aux étudiants restant dans le programme. Sauf le cas d'un étudiant profondément traumatisé et diagnostiqué comme tel.

Prise en compte de la variété des situations rendant difficile une attitude commune vis-à-vis des crédits :

- quelle est la politique menée par l'université de tutelle aux Etats-Unis ?
- cas de cours in-house, plus facile à adapter/gérer que pour des cours à l'université française
- programmes officiels d'une seule université vs. programme accueillant des étudiants de plusieurs partenaires

Plusieurs programmes envisagent de mettre un W (Withdrawal) ou un I (Incomplete) pour les cours non terminés.

Certains programmes/universités aménagent des procédures pour terminer cours et devoirs depuis chez soi.

Un collègue évoque le concept de "compassionate withdrawal policy", à partir de constat de traumatisme, notes médicales.

On se demande aussi si certains départs ne sont pas facilités par l'approche de la fin du semestre : cours quasiment terminés, impression que l'essentiel du semestre est accompli, que son temps à Paris est "fait".

Enfin, on souligne le cas assez fréquent de départs exigés par des parents contre l'avis de leur enfant.

Gestion du risque / Gestion de la peur :

Les deux sont liés mais semblent aussi épouser des logiques et des temporalités différentes.

Est soulignée le fait que, souvent, la distance à l'événement crée un rapport inversé à la peur. Plus les étudiants furent près des théâtres des attaques, plus ils semblent résilients ; au contraire, ce sont les étudiants en week-end à l'extérieur de Paris qui ont manifesté le plus d'angoisse dans les jours suivants. Cet effet de la distance se retrouve dans les réactions de plusieurs parents. Un directeur de programme a d'ailleurs commencé une cartographie en essayant d'évaluer la réaction des étudiants à l'événement en fonction de leur localisation sur le moment.

Autre facteur d'amplification de la crainte : le traitement des médias (information en boucle, traitement anxigène, notamment sur certains médias américains) et les réseaux sociaux (surexposition aux nouvelles, rumeurs). Plusieurs collègues, présents lors des attentats des années 80 et 90 à Paris, remarquent ainsi que l'ampleur n'était pas aussi grande à l'époque.

Autre illustration de la distance créatrice d'angoisse : la langue et l'immersion culturelle des étudiants. Il semble que les étudiants ayant un bon niveau de français et une bonne immersion soient plus résilients que des étudiants seulement anglophones ou dans des "island programs".

On remarque également que l'ampleur de l'événement doit sans doute aussi beaucoup à la proximité avec l'attaque de Charlie Hebdo en début d'année.

Il est important que les programmes de l'APUAF assurent une pédagogie distinguant le risque de la peur.

AND BEYOND :

Consensus sur la nécessité d'une déclaration officielle de l'APUAF sur les événements et leur traitement.

Un scénario est construit ensemble :

- présentation de l'APUAF
- gestion de l'événement sur le moment : monitoring, assesment, décision de ne pas fermer, mise à disposition d'outils de support, information, écoute
- gestion de la peur et considérations sur les effets amplificateurs
- terminer sur une note positive : retour au calme, solidarité

Le CA rédigera un texte en français et en anglais qu'il approuvera en interne (pas le temps de passer par la listserve). Certains se proposent de relire et aider dans l'écriture, ce que le CA prendra en compte.

Est proposée l'idée de diffuser cette déclaration auprès de médias français et américains.

Quels sont les objectifs d'une telle déclaration

→ à toutes fins utiles ?... Raison d'être en soi. On pourrait reprocher à l'APUAF de ne pas l'avoir fait.

→ montrer la solidarité réelle entre nos programmes et leur raison d'être (médiation, encadrement, facilitation)

→ indiquer aux partenaires américains un son de cloche venu du terrain

→ à plus long terme, recruter de nouveaux membres au sein du réseau APUAF

Atelier sécurité : plusieurs formats sont discutés afin de poursuivre la discussion et obtenir la création d'outils qui pourraient être utilisés par nous tous. Atelier, 1/2 journée, journée, conférence VOICES ?

Il est proposé d'inviter Julie Friend, Director of Global Safety and Security à Northwestern University (personnalité reconnue dans le secteur Study Abroad sur ces questions).

Atelier : Il s'agirait à la fois de convenir d'un template, d'un scénario que chacun pourrait adapter en fonction des spécificités de son programme, et de réunir outils et informations utiles (recours, supports, discours à tenir).

Est évoquée l'idée de remplacer l'atelier LGBT de février 2016 par un atelier Security → on s'accorde pour dire qu'il faut se réunir plus tôt de manière à être prêt pour le prochain semestre, donc courant décembre.

La semaine du 30 novembre est envisagé afin de réunir à nouveau les membres avec une psychologue, possiblement au centre ACCENT. A suivre dans le courant de la semaine du 23 novembre).

--/--

A la suite de la réunion, de nombreux collègues soulignent à nouveau que cette rencontre était nécessaire, utile, rassurante.